



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE VAUCLUSE

Direction départementale  
de la protection des populations  
Service Prévention des Risques et Production  
Affaire suivie par : Sylvie HACHE  
Téléphone : 04-88-17-88-86  
Télécopie : 04-88-17-88-99  
Courriel : sylvie.hache@vaucluse.gouv.fr

Avignon, le 27 NOV. 2014

### ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE

n° 2014331 - 002

**accordant le bénéfice des droits acquis et imposant la quantité maximale de déchets entreposés sur le site exploité par la société Michel Poids Lourds à SORGUES, compte tenu de la non obligation de constituer des garanties financières pour la mise en sécurité des installations en cas de cessation d'activité.**

LE PREFET DE VAUCLUSE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR

- VU le Code de l'Environnement, notamment ses articles L. 516-1, R 516-1 et R 516-2 relatifs à la constitution des garanties financières,
- VU le Code de l'Environnement, notamment son article R 512-33 relatif au changement ou modifications des installations,
- VU le décret du 1er août 2012 portant nomination du préfet de Vaucluse-M. BLANC Yannick,
- VU l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution des garanties financières,
- VU l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines,
- VU la note ministérielle n° 265 du 20 novembre 2013 relative aux garanties financières,
- VU l'arrêté préfectoral d'autorisation initiale n° 1781 bis du 17 mai 1989 autorisant l'exploitation d'activités relevant des installations classées pour la protection de l'environnement sur le territoire de la commune de SORGUES,
- VU la déclaration d'antériorité déposée par la Société MICHEL Poids Lourds pour son site de SORGUES par courrier du 16 février 2011,
- VU les propositions de calcul du montant des garanties financières faites par la Société MICHEL

Poids Lourds pour son site de SORGUES par courrier du 6 mars 2014,

VU l'arrêté préfectoral n°2014246-0011 du 3 septembre 2014, donnant délégation de signature à Madame Martine CLAVEL, secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse,

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 9 septembre 2014,

VU l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques lors de sa séance du 16 octobre 2014, au cours de laquelle l'exploitant a été entendu

VU le projet d'arrêté porté le 23 octobre 2014 à la connaissance du demandeur,

**CONSIDÉRANT** que les installations exploitées relevant de la rubrique 2712 de la nomenclature des installations pour une surface supérieure à 1 ha, sont soumises à garanties financières en application des dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé,

**CONSIDÉRANT** que la proposition de calcul de garantie financière transmise par l'exploitant est conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé et conclut à un montant de garantie inférieur à 75 000 €,

**CONSIDÉRANT** en conséquence que l'exploitant n'est pas tenu de constituer des garanties financières conformément aux dispositions libératoires de l'article R. 516-1 du code de l'environnement,

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de fixer par arrêté préfectoral complémentaire les quantités maximales de déchets pouvant être stockés sur le site et ayant servi à définir le montant de la garantie financière,

**SUR** proposition de Madame la Directrice départementale de la protection des populations,

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

La société MICHEL Poids Lourds, dont le siège social se situe : 970, Avenue d'Avignon à SORGUES (84700), ci-après désigné par l'exploitant, est tenue, pour son établissement situé à la même adresse, de se conformer aux prescriptions définies par les articles suivants.

### **ARTICLE 2 : nature des installations**

Les prescriptions de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 1781 bis du 17 mai 1989 sont modifiées et remplacées par les dispositions suivantes :

## Installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation
2712-1-a	A	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage dont la surface est supérieure ou égale à 30 000 m <sup>2</sup> .	Surface du dépôt : 30 550 m <sup>2</sup>

### ARTICLE 3 : garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté complémentaire s'appliquent, conformément à l'article R. 516-1 5° du code de l'environnement, pour les activités suivantes :

Rubrique ICPE	Libellé de la rubrique
2712	Installation de stockage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transport hors d'usage, pour une surface supérieure à 1 ha.

Elles s'établissent sans préjudice des garanties financières que l'exploitant constitue éventuellement en application du 3° du IV de l'article R 516-2 du code de l'environnement.

Le montant initial des garanties financières est fixé à **40 561,23 € TTC**.

Conformément aux dispositions prévues à l'article R.516-1 5°, l'exploitant n'a pas obligation de constituer ces garanties financières. Le montant des garanties financières pourra être révisé lors de toute modification des conditions d'exploitation telles que définies ci-après.

L'exploitant doit informer le préfet de :

- toute modification des modalités de constitution des garanties financières telles que définies à l'article R.516-1 du code de l'environnement,
- tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières,
- toute modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation.

#### **ARTICLE 4 : quantités maximales de déchets entreposés sur le site**

En regard du montant des garanties financières proposées par l'exploitant et fixées par l'article 3 du présent arrêté, les quantités maximales de déchets présents sur le site ne doivent pas dépasser les valeurs ci-dessous :

- déchets inertes : 0 tonne,
- déchets dangereux : 35 tonnes,
- déchets non dangereux : 7000 tonnes.

#### **ARTICLE 5 : mesures de publicité**

Une copie du présent arrêté est déposé auprès de la mairie de Sorgues et peut y être *consultée*, un extrait de cet arrêté est *affiché* pendant une durée minimum d'un mois dans cette mairie. Un procès verbal constatant l'accomplissement de ces formalités devra être adressé à la direction départementale de la protection des populations de Vaucluse. Le même extrait est *affiché* dans l'installation en permanence de façon visible par l'entreprise sur son site de Sorgues.

Un avis au public est *inséré* par les soins de la direction départementale de la protection des populations aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

Cet arrêté sera *inséré* sur le site internet de l'Etat en Vaucluse.

#### **ARTICLE 6 : voies de recours**

Un recours peut-être formé devant le tribunal administratif de Nîmes dans les conditions fixées aux articles L514-6 et R514-3-1 du titre 1er du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement. Le texte de ces articles est annexé au présent arrêté (annexe 0).

#### **ARTICLE 7 : application**

La secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse, la directrice départementale de la protection des populations, le maire de Sorgues, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région PACA, le colonel du groupement de gendarmerie de Vaucluse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

**pour le Préfet,  
la Secrétaire Générale**



**Martine CLAVEL**

## ANNEXE 0

### **Article L514-6**

I.-Les décisions prises en application des articles L. 512-1, L. 512-3, L. 512-7-3 à L. 512-7-5, L.512-8, L. 512-12, L. 512-13, L. 512-20, L. 513-1 à L. 514-2, L. 514-4, du I de l'article L. 515-13 et de l'article L. 516-1 sont soumises à un contentieux de pleine juridiction.

Un décret en Conseil d'Etat précise les délais dans lesquels ces décisions peuvent être déférées à la juridiction administrative.

II.-Supprimé

III. -Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

IV.-Le permis de construire et l'acte de vente, à des tiers, de biens fonciers et immobiliers doivent, le cas échéant, mentionner explicitement les servitudes afférentes instituées en application de l'article L. 111-1-5 du code de l'urbanisme.

### **Article R514-3-1**

Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

-par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;

-par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

